



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

**Arrêté Préfectoral n°UBDEO/ERA/24/53 mettant en demeure la société Manoir
France, située 12 rue des Ardennes 27590 Pîtres
en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.514-5,

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 113-1 à L.113-2, R.113-1 à R.113-2 et R. 142-2 à R.142-3,

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122,

VU le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

VU le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

VU le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

VU l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D1/B1/11/005 délivré le 6 janvier 2011 à la société Manoir Pitres pour l'exploitation d'une fonderie d'aciers spéciaux située 12, rue des Ardennes sur la commune de Pîtres,

VU le récépissé n°UBDEO/ERA/24/83 du 14 août 2024, attestant de la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société Manoir France SAS pour le site industriel situé à Pîtres, soumis à autorisation,

VU le rapport de l'inspection des installations classées relatif aux inspections du 15 et 22 avril 2024 transmis à l'exploitant par courriel en date du 28 mai 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

VU le courrier n°COR241014/LL du 14 octobre 2024 de l'exploitant, en réponse aux inspections des 15 et 22 avril 2024 et complétant les informations fournies lors de la visite du 1er octobre 2024,

VU le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 1^{er} octobre 2024 transmis à l'exploitant par courriel en date du 6 novembre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant le 6 novembre,

VU le courrier n°COR241119A/LL du 19 novembre 2024 de l'exploitant en réponse au courrier de transmission du rapport d'inspection,

Considérant que lors de la visite du 1^{er} octobre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- non-respect des articles 2.1.1, 3.1.1, 3.1.2, 3.2.2 de l'arrêté du 6 janvier 2011. En effet, bien qu'il ait engagé des actions, l'exploitant n'a pas fourni les preuves tangibles de la mise en œuvre des actions correctives préconisées dans le rapport NEXAIR relatives à l'amélioration de la captation, de la mise en œuvre d'un processus efficace de maintenance des dépoussiéreurs, de la calibration effective et récente de l'opacimètre de la cheminée 1' et d'une surveillance efficace des rejets atmosphériques,
- non-respect de l'article 1.7.2 de l'arrêté du 6 janvier 2011. En effet, bien qu'il ait engagé des actions, l'exploitant n'a pas fourni l'étude de dangers actualisée, malgré la demande formulée dans le rapport faisant suite aux inspections du 15 et 22 avril 2024,
- non-respect des articles 2.1.1, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1 de l'arrêté du 6 janvier 2011. En effet, bien qu'il ait engagé des actions visant à réaliser un diagnostic des réseaux et définir un échéancier pour la mise en conformité des installations et le traitement adéquat des rejets industriels, l'exploitant ne communique pas le plan d'entretien et de curage des réseaux de rejets aqueux adapté à l'activité en nature et fréquence visant à remédier aux dépassements réguliers en matières sèches, le plan à jour des réseaux d'eaux industrielles et pluviales, les données d'autosurveillance dans l'outil GIDAF, les actions correctives visant à prévenir le risque électrique lié à la montée du niveau d'eau dans le bassin préleveur,
- non-respect de l'article 3.2.6 de l'arrêté du 6 janvier 2011. En effet, l'exploitant n'a pas fourni une interprétation des données de la surveillance environnementale par rapport aux hypothèses formulées dans l'étude des risques sanitaires (ERS), contrairement à ce qui avait été demandé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 22 avril 2024. En outre, au regard des conclusions de la précédente ERS montrant le respect des seuils sanitaires avec une marge assez faible, des travaux de mise en conformité réalisés et de la planification du contrôle des rejets atmosphériques fin 2024, l'inspection estime qu'il y a lieu d'actualiser l'ERS au cours de l'année 2025,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.7.2, 2.1.1, 3.1.1, 3.1.2, 3.2.2, 3.2.6, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé,

Considérant que ces manquements constituent une atteinte grave aux intérêts protégés, exposant la santé humaine et l'environnement à des risques significatifs liés aux émissions atmosphériques, aux rejets aqueux non conformes et à l'absence de mesures de prévention suffisantes en cas d'incident,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Manoir France de respecter les prescriptions / dispositions des articles 1.7.2, 2.1.1, 3.1.1, 3.1.2, 3.2.2, 3.2.6, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Considérant que dans son courrier du 19 novembre, l'exploitant sollicite des délais supplémentaires pour se mettre en conformité eu égard aux investissements et travaux à mettre en œuvre, délais qui ont été pris en compte dans le présent arrêté

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier :

La société Manoir France exploitant une installation de fonderie spécialisée sise 12 rue des Ardennes sur la commune de Pîtres, dont le siège social est situé 130, rue Clément Ader – 27000 Évreux, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.7.2, 2.1.1, 3.1.1, 3.1.2, 3.2.2, 3.2.6, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, sous 3 mois maximum (à l'exception des items pour lesquels un délai plus important est indiqué), en fournissant :

- **Maintenance et suivi :**
 - les justificatifs de la mise en œuvre effective des actions correctives associés à la tranche 1 recommandées dans le rapport NEXAIR n°CC0461.21 révision B (notamment concernant les fours X, M, le convertisseur AOD et l'atelier d'ébarbage),
 - un nouvel échéancier pluriannuel détaillé précisant les améliorations à apporter aux systèmes de dépoussiérage,
 - un processus efficace de maintenance des dépoussiéreurs garantissant leur bon fonctionnement et leur efficacité,
 - les résultats de la dernière calibration de l'opacimètre de la cheminée 1, attestant de son bon fonctionnement,
 - les modalités de surveillance des rejets atmosphériques mises en place,
- **Étude de dangers :**
 - une étude de dangers actualisée,
- **Rejets aqueux :**
 - un échéancier détaillé visant à obtenir :
 - un diagnostic exhaustif des réseaux sous 9 mois maximum,
 - un planning détaillé sous 9 mois maximum pour la mise en conformité des installations et la gestion adéquate des rejets industriels,
 - les données d'autosurveillance dans l'application GIDAF,
 - un plan d'entretien des réseaux adapté à l'activité en nature et fréquence visant à remédier aux dépassements réguliers en matières sèches,
 - un plan d'actions afin de prévenir les risques électriques au niveau du bassin préleveur,
- **Surveillance environnementale et étude des risques sanitaires (ERS)**
 - les justificatifs de la mise en œuvre d'une exploitation régulière des résultats des mesures de la surveillance environnementale, sans attendre la publication finale,
 - une analyse détaillée de ces résultats afin de vérifier le respect des hypothèses formulées dans l'ERS. En cas d'écart significatif, l'exploitant devra mettre en place un plan d'actions pour garantir la protection de la santé humaine et de l'environnement,
 - un échéancier détaillé visant à obtenir une version actualisée de l'ERS sous 12 mois maximum.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société Manoir France.

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet des Andelys,
- Madame le maire de la commune de Pîtres,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO).

Évreux, le

09 DEC. 2024

Le préfet



Charles GIUSTI